



**HAL**  
open science

# Sécurité nationale, dépenses militaires et développement économique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Sécurité nationale, dépenses militaires et développement économique. La course aux armements 2007, Sep 2007, Paris, France. hal-03658437

**HAL Id: hal-03658437**

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03658437v1>

Submitted on 4 May 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Sécurité nationale, dépenses militaires et développement économique

Professeur Jacques Fontanel

Economistes contre la Course aux Armements

Paris, 7 Septembre 2007

L'économie de la sécurité internationale ne peut se passer d'études interdisciplinaires. Elle s'inscrit plus dans l'économie politique que dans le mouvement de la science économique. Les études formalisées et économétriques sont aujourd'hui nombreuses, mais les difficultés conceptuelles et la difficulté d'information statistique dues au secret de l'information conduisent souvent à des résultats contradictoires dans le temps et dans l'espace. Or, la sécurité d'un pays est un élément essentiel de son développement économique. Il s'agit aussi d'estimer les coûts d'opportunité des dépenses sécuritaires, de déterminer les choix stratégiques à la fois les mieux adaptés et les moins coûteux et d'avoir les moyens de dissuader un éventuel adversaire.

The economics of international security cannot do without interdisciplinary studies. It is more a part of political economy than of the economic science movement. Formalized and econometric studies are numerous today, but the conceptual difficulties and the difficulty of statistical information due to the secrecy of information often lead to contradictory results in time and space. Yet, the security of a country is an essential element of its economic development. It is also a question of estimating the opportunity costs of security expenditures, determining the most appropriate and least costly strategic choices and having the means to dissuade a potential adversary.

Economie de la sécurité, dépenses militaires, bang for a buck, beurre ou le canon

Security economics, military expenditure, butter or canon

La théorie économique suppose implicitement que les dépenses militaires sont improductives. Les dépenses militaires sont alors conçues comme un intrant ou un coût nécessaire pour produire un output, à savoir la défense nationale. La plupart du temps, les dépenses militaires sont supposées établies de manière exogène, déterminées unilatéralement par l'Etat, dans le cadre des limites économiques du pays. Cette conception n'est pas satisfaisante, car les dépenses militaires comme instrument de défense ou de guerre, constituent une variable économique d'importance dont l'impact ne se limite pas aux actions discrètes (au sens mathématique du terme) d'accords coexistence pacifique, de procédures désarmement ou de conflits armés. Elles permettent, a priori, d'assurer la sécurité nationale contre d'éventuels agresseurs, ce qui constitue un service offert à tous les acteurs économiques du territoire.

Pour les économistes, la première interrogation porte sur les estimations des dépenses militaires, un concept qui se prête assez mal à la quantification et aux comparaisons internationales, compte tenu de considérations spécifiques (comme le rôle limité du marché dans la détermination des prix) ou plus générales (comme l'application des taux de change pour déterminer les efforts de défense des Etats). Les analyses quantitatives des rapports de force entre les Etats fondées sur les variables économiques ne sont pas toujours significatives pour mettre en évidence les évolutions stratégiques des Nations. Dans un contexte de désarmement, les définitions homogènes des dépenses militaires, leur comparabilité intertemporelle et internationale, l'analyse spécifique des interdictions internationales de certaines formes d'armement, l'étude de l'influence de la dissuasion nucléaire (de première frappe oui du faible au fort) et une bonne information sur le commerce international des armes sont autant d'informations à retenir pour chaque participant. Des travaux intéressants ont été réalisés dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, avec l'application notamment d'une grille de lecture harmonisée des dépenses et l'application d'une méthode spécifique concernant les parités de pouvoir d'achat.

Le monde est aujourd'hui dans une situation particulière, avec l'effondrement de l'URSS. Une atmosphère particulière de paix ou de coexistence pacifique avec la double transition de la Russie (civile avec l'économie de marché, militaire avec la conversion des industries d'armement). Cependant, dans les autres pays, la production d'arme n'est pas étroitement liée à l'apparition de conflits imminents, mais plutôt au potentiel qu'offre la force militaire pour exercer un leadership mondial ou régional. Le désarmement présente des formes variées aux effets différents

dans le temps et dans l'espace. La question fondamentale d'un processus de désarmement est de savoir s'il se décrète à l'issue d'une négociation internationale ou s'il est le résultat d'un processus systémique endogène.

Aujourd'hui, une course technologique intense se développe entre les Etats et les grandes firmes d'armement pour à la fois dissuader un agresseur éventuel ou pour défendre, dans les négociations internationales, les propres intérêts nationaux. La France a aujourd'hui abandonné la politique de grandeur inspirée par le Président Charles de Gaulle. Aujourd'hui, la compétition s'inscrit dans l'ordre économique, même si le parapluie américain reste bien présent et offre directement un leadership aux Etats-Unis. La question de la spécialisation entre Alliés est aussi une opération importante si l'on se réfère à la théorie ricardienne du commerce international. Dans le domaine de l'armement, l'avantage comparatif n'est pas toujours économique, il s'inscrit plutôt dans le domaine politique, pour rappeler que la science économique est elle-même dépendante de l'économie politique.

Cependant, le secteur de l'armement sort progressivement du domaine public, il se concentre et s'internationalise, et les coopérations entre entreprises et Etats sont en expansion. Les exportations d'armes se développent, mais, elles ne s'avèrent pas toujours bénéficiaires à l'exportateur à plus long terme, compte tenu des compensations économiques de plus en plus fréquentes dans les grands contrats d'armement. Les ventes d'armes appauvrissent parfois les pays qui acceptent souvent de vendre moins cher les armes produites nationalement par rapport à celui pratiqué auprès des armées nationales. La R&D militaire est en crise en Europe et les firmes américaines semblent progressivement s'imposer dans ce secteur d'innovation, notamment dans le domaine de l'économie numérique.

Les Etats-Unis augmentent encore leur avance dans le secteur, même si la Russie aujourd'hui en crise reste un interlocuteur puissant dans le domaine nucléaire. La stratégie de la terreur n'est plus présentée dans les relations internationales comme un élément fondamental de l'équilibre du monde, mais avec le nucléaire, les deux principales puissances militaires ont une force de destruction considérable, susceptible de remettre en cause la vie sur terre. Au fond, aujourd'hui, entre une Maison Blanche qui s'inscrit dans un développement économique mondial digital dominant et un Kremlin diminué par une crise de pouvoir, l'apparition d'un conflit entre les deux Etats pourrait conduire à un conflit nucléaire, l'arme essentiel de la puissance de la Russie contre laquelle les Etats-Unis ne peuvent que riposter dans le cas d'une attaque inattendue. Autrement dit, la Russie reste une grande puissance stratégique et si elle entre en guerre avec ses voisins en menaçant de l'utilisation de l'arme nucléaire, la question se pose de

savoir si Washington aurait la possibilité de riposter sans mettre son propre territoire en grand danger.

Il faut insister sur la spécificité de l'arme nucléaire. Les explosifs nucléaires sont particulièrement intéressants militairement parlant au regard de la qualité de son « bang for a buck », sa capacité de destruction pour un dollar dépensé. Les explosifs nucléaires sont globalement moins chers que les armes conventionnelles, ils exigent moins de personnel et plus de capital et ils sont adaptés aux technologies modernes. Normalement, le nucléaire peut éviter les guerres mondiales ou entre grands puissances nucléaires, à condition que la violence l'emporte dans un système dirigé par un autocrate.

Les études formalisées soutenues par des recherches économétriques plus ou moins complexes ont produit des résultats souvent aléatoires, car la sécurité nationale implique des coûts dont la détermination se fixe dans des réflexions politiques extra-économiques. En outre les choix stratégiques peuvent être suffisamment inadaptés à la situation concrète de conflit que les dépenses engagées produisent le contraire de l'effet de dissuasion souhaité, comme la Ligne Maginot en 1940 et deviennent même une arme tactique pour l'ennemi. Cependant, plus l'Etat est économiquement puissant, plus il dispose de ressources pour envisager plusieurs théâtres d'opération. Plus le revenu par habitant d'un pays est élevé et moins l'Etat est enclin proportionnellement à augmenter ses dépenses militaires, sauf s'il se trouve dans une Alliance avec un pays qui vise le leadership mondial. C'est l'expression analytique du dilemme entre le beurre et le canon. Les mouvements cycliques de l'économie constituent des variables explicatives non négligeables des dépenses militaires des pays développés, même si en situation de crise, les dépenses militaires sont souvent moins impactées que les autres dépenses publiques civiles. Enfin, l'existence d'un complexe militaro-industriel puissant exerce un effet positif sur l'essor des dépenses militaires. Si les variables économiques ne sont pas fondamentales pour déterminer le niveau de dépenses attachées à la sécurité nationale, l'importance économique d'un pays offre plus de choix aux investissements nécessaires de défense.

L'histoire de la pensée économique nous enseigne que les économistes ont toujours été très divisés sur la question de la sécurité internationale, des conflits et de la guerre. La question du système économique a toujours été mis en avant, les uns pour considérer que le capitalisme libéral conduit à des situations d'équilibre et de paix, les autres pour dénoncer l'exploitation de l'homme par l'homme ou l'impérialisme. La course aux armements n'a pas de soubassements économiques en tant que tels, mais elle a un coût qui est souvent justifié par les questions de sécurité de la collectivité nationale. Les analyses économétriques ont apporté

quelques informations de court terme sur l'influence des dépenses militaires sur les grands agrégats économiques, mais, selon les périodes ou les régions, les résultats sont souvent trop hétérogènes pour constituer, sur le long terme, des résultats économiques fiables. Les principaux résultats sont les suivants :

- Une augmentation des dépenses militaires semble être associée à un taux de croissance réel plus faible. Le principal débat porte sur les effets multiplicateurs des dépenses militaires. S'il semble bien qu'à court terme une réduction des dépenses militaires peut conduire à une crise économique conjoncturelle, à plus long terme elle peut devenir un véritable investissement, dont l'efficacité dépendra évidemment de la nature et de la qualité des choix économiques alternatifs en termes de coût d'opportunité.

- Trois effets peuvent justifier l'hypothèse d'une relation négative entre investissement civil et dépenses militaires, à savoir l'effet d'éviction, les objectifs de la consommation sociale et les contraintes de la capacité industrielle.

- Les impôts nécessaires au financement des dépenses militaires dépriment la demande privée et diminuent les profits espérés de l'investissement, par un effet d'éviction. En outre, les dettes éventuelles liées au financement de l'effort de défense conduisent à une augmentation des taux d'intérêt et favorisent donc une récession de l'investissement privé.

- Les achats militaires sont spécialisés dans certaines industries spécifiques, comme l'aéronautique, la construction navale ou l'informatique. La question est de savoir si l'offre est suffisante pour satisfaire à la fois le secteur civil et le secteur militaire.

- La consommation privée ou publique, comme la santé, sont des préoccupations du présent, alors que les dépenses militaires, sauf en situation de conflit avéré, ne produisent pas de bénéfices immédiats et constituent donc des biens d'avenir. Il est possible de substituer consommation publique et consommation privée d'une part et dépenses militaires et investissement d'autre part, les substitutions entre les deux groupes s'avérant plus limitées. Quatre facteurs peuvent donc infirmer cette relation, à savoir l'acceptation sociale de l'effort financier de la défense, la structure des dépenses militaires (part des dépenses de personnel par rapport aux dépenses de capital ou d'infrastructure), le niveau de la croissance économique et l'existence d'une forte industrie nationale d'armement.

- Si l'on se réfère aux seules dépenses publiques, il apparaît clairement que les dépenses militaires « produisent » moins d'emplois que le secteur éducatif.

- Les dépenses militaires provoquent des effets inflationnistes, d'une part parce que les prix des armes augmentent plus rapidement que les prix des produits civils et d'autre part parce qu'ils créent d'importants effets d'éviction à court terme. Cependant, les situations économiques concrètes sont trop différentes dans le temps et dans l'espace pour affirmer comme une règle ou une fatalité une relation nécessairement positive entre l'augmentation des dépenses militaires et celle des prix. Par contre, en règle générale, un rapide réarmement provoque inéluctablement une inflation.

- Mary Kaldor a évoqué une technologie baroque pour l'armement, au regard du degré de sophistication des armes, mais cela n'est pas nécessairement pernicieux, à long terme, pour les technologies civiles. Les arguments évoqués pour stigmatiser l'influence du secteur militaire dans la technologie moderne ne sont pas toujours cohérents, entre ceux qui considèrent à la fois que les applications civiles de la recherche-développement militaire sont très faibles (théorie de l'arsenal baroque) et que les sociétés contemporaines connaissent un processus excessif de militarisation (théorie du complexe militaro-industriel) et ceux qui, tout en considérant que la recherche militaire constitue un vecteur essentiel du développement économique actuel (théorie du capital humain et de la formation), considèrent qu'elle doit être protégée d'une diffusion civile qui ne manqueraient pas, à terme, de favoriser les noirs desseins des ennemis ou adversaires potentiels (théorie de l'échange inégal).

- L'efficacité d'un investissement se mesure par ses effets induits d'entraînement. En ce sens, l'industrie militaire constitue un pôle de développement, soit par l'effet d'approvisionnement (*backward linkage effect*) qui met en évidence l'accroissement de la demande de tous les secteurs de production situés en amont du secteur bénéficiaire de l'investissement, soit par l'effet de débouchés (*forward linkage effect*) qui concerne les secteurs en aval. Les effets d'entraînement ne sont pas nécessairement décisifs pour le développement économique, car les risques d'obsolescence sont considérables.

La sécurité nationale a un coût. La question est de savoir quel niveau de sécurité le pays souhaite obtenir. Cependant, en s'armant, l'Etat incite les autres pays à l'imiter. Dans ce cas, il y aura une augmentation des coûts, sans sécurité nationale améliorée pour tous. C'est toute la complexité du maintien de la paix. Plusieurs questions restent encore à trouver des réponses satisfaisantes pour les économistes.

- La guerre est-elle indissociable de l'économie ?
- Est-elle un facteur de développement ?
- Quels sont les instruments de puissance de l'Etat ?
- Quelle est l'importance politico-économique des complexes militaro-industriel ?

- Les Etats-Unis sont-ils l'Etat sanctuaire du capitalisme ?
  - Les rapports de puissance conduisent-ils nécessairement au développement des inégalités ?
- A chaque fois, les réponses ne sont pas généralisables.
- Pour les libéraux, l'économie de marché conduit à la paix du fait des interdépendances économiques. Pour le marxisme, l'économie capitaliste conduit à la guerre.
  - La guerre conduit à des destructions et elle n'est pas en elle-même un facteur de développement. En revanche, la fin de la guerre conduit à développer de nouvelles innovations et à modifier, parfois profondément, l'importance des forces et agents nationaux en présence.
  - Les instruments de la puissance d'un Etat sont économiques, politiques et sociétaux. Le sentiment d'appartenance à une communauté nationale renforce l'Etat, mais ne suffit pas à définir la force internationale de la Nation.
  - Les complexes militaro-industriels ont toujours influencé les politiques des Etats, et vice versa. Il y a une dépendance mutuelle quasi naturelle.
  - Les Etats-Unis dominent aujourd'hui l'ensemble de l'économie mondiale. Washington a réussi à modifier le GATT en une Organisation Mondiale du Commerce, qui lui permet de prendre un ascendant sur l'ensemble de l'économie mondiale, notamment dans les autoroutes de l'information et l'économie digitale. Washington imprime la société de demain, même si « la fin de l'histoire » relève plus du conte que d'un destin.
  - Les rapports de puissance. Conduisent inéluctablement à l'essor des inégalités, surtout dans une économie de marché qui va connaître, avec le processus de mondialisation et de globalisation, un essor des firmes multinationales qui n'auront pas toujours de comptes à rendre à un Etat, qui pourront jouer au « moins-disant » au niveau des salaires et contrôler les nouvelles technologies.

Le monde a changé. Les repères de l'après-guerre sont de moins en moins compatibles avec lui. Le XXI<sup>e</sup> siècle ne sera sans doute pas moins violent que le XX<sup>e</sup> siècle, malgré les efforts de désarmement engagés par l'ONU. Cependant, la violence changera de forme, peut-être plus sociale. Espérons qu'elle ne s'exprimera pas dans l'aire de l'armement, car dans ce cas l'humanité toute entière sera en péril.

### Bibliographie

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble



Barre, R., Fontanel, J. (1991) *Principes de politique économique*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Brauer, J. & Roux, A. (2000), Peace as an international public good : an application to Southern Africa, *Defence and Peace Economics*, 11(6), pp. 643-659

Brito, D., Intriligator, M. (1995) Arms races and proliferation, in *Handbook of Defence Economics*, Elsevier.

Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military Expenditure Comparison, in *Peace, Defence and Economic Analysis*, Mc Millan Press, London.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement*, Fondation pour les Etudes de défense nationale 7.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2000), La puissance des Etats et la globalisation économique, *Arès, Défense et Sécurité*, Grenoble.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2005), An economic interpretation of French military expenditures, *Defence and Peace Economics* 16(4).

Fontanel, J., Smith, R. (1985), Introduction à l'effort économique de défense, *Ares, Défense et Sécurité*, Supplément n° 4 - Novembre

Fontanel, J. (1995), Le désarmement pour le développement, in *Les dépenses militaires et le désarmement*, Publisud, Paris.

Fontanel, J., Hébert, J-P. (1997), The end of the French Grandeur policy", *Defence and Peace Economics*, Vol. 8,

Fontanel, J. (2004), *Evaluation des politiques publiques*, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

Fontanel, J., Henriques, A. (2007), *A Globalização em Análise: Geoeconomia e Estratégia dos Actores* Instituto Piageto, Lisboa.

Kaldor M. (1981), *The Baroque Arsenal*, New York : Hill and Wang.

Leontieff, L., Duchin, F. (1980) *Worldwide implications of a limitation on military spending*, Rapport pour l'ONU, New York.

Martin, S., Smith, R., Fontanel, J., de Haan, H. (1987) Time-series estimates of the macroeconomic impact of defence spending in France and the UK, in *Peace, defence and economic analysis*, McMillan, London.

Münkler, H. (2003), The wars of the 21st century, *IRRC*, 85 (849),

Olson, M. and Zeckhauser, R., (1966) 'An economic theory of alliances', *Review of Economics and Statistics*, 48(3), 266-279.

ONU (1983), *Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires*. ONU F.83.IX.2.

Richardson, L. F. (1960), *Arms and insecurity - A mathematical study of the causes and origins of war*, The Boxwood Press, Pittsburgh and Quadrangle Books, Inc., Chicago.

Saal, D. (2001), The impact of procurement-driven technological change on U.S. manufacturing productivity growth, *Defence and Peace Economics*, 12(6)

